

Le budget—M. Baker

M. Baker: La première semaine où vous êtes admissible à l'assurance-chômage, votre premier chèque représente une semaine de prestations. Par la suite, votre chèque représente deux semaines. Pour la deuxième et la troisième semaines, on vous envoie un chèque de \$2. Et ainsi de suite. Quelle chose absurde! Mais si on est millionnaire on peut toucher ces prestations de chômage, n'est-ce pas? En effet, dans ce cas ce n'est pas une pension que l'on touche. Après de telles absurdités, comment les ministériels peuvent-ils affirmer à la Chambre: Voyez ce que nous avons fait. Je peux vous assurer une chose, la plupart des députés vont faire appel. Je suis sûr qu'ils encourageront leurs électeurs à en appeler des décisions prises par le ministère de l'Emploi et de l'Immigration. J'espère que des centaines de ceux qui recevront \$1 par semaine vont le faire.

Sans doute que ni la ministre ni le gouvernement ne se rendent compte de l'importance de ces prestations d'assurance-chômage. Plus précisément, du montant. Saviez-vous que dans beaucoup de localités rurales, le montant du chèque d'assurance-chômage a valeur de statut social? Quand un prestataire reçoit un chèque d'assurance-chômage de \$280 par semaine, ou encore \$550 ou \$600 par quinzaine, il tire une certaine fierté du montant qu'il reçoit. Dans les régions qui vivent de la pêche, cela veut dire que le pêcheur a travaillé très fort. Il encaisse cet énorme chèque au bureau de poste, comme cela se fait dans certaines régions, à la banque ou au magasin général. Imaginez-vous ce que ressent un homme qui va toucher un chèque de \$1? Ce monsieur dont j'ai parlé a dit qu'il attendait que sa fille arrive de Saint-Jean (T.-N.) pour le lui remettre. Il était trop gêné pour l'encaisser lui-même. Comme il me reste encore deux minutes, monsieur le Président, je reviens au budget. Voilà maintenant que le gouvernement se plaint d'avoir des problèmes. Après avoir administré un déficit de 34 milliards de dollars, car on ne parle plus de millions maintenant, il se plaint d'avoir des problèmes. Et même s'il a dépensé plus que tous ses prédécesseurs pendant ses premiers sept mois de pouvoir, il nous dit, 17 mois plus tard, qu'il a des problèmes. Pour se faire une idée de l'administration des conservateurs, rappelons-nous que notre dette était de 18 milliards de dollars lorsqu'ils ont pris le pouvoir. Maintenant, elle atteint 26 milliards de dollars. Or, ils se plaignent de ce déficit dont ils rendent la population responsable. C'est ce qu'ils disent dans le budget. Et ils s'approprient à la punir pour faire bonne mesure. Nous allons relever ses impôts, réduire ses services, réduire les dépenses publiques et augmenter les taxes. Pourquoi font-ils cela? Parce qu'ils ont des problèmes à résoudre, semble-t-il. Voilà ce que nous réserve un gouvernement qui a gaspillé 2 milliards de dollars parce qu'il n'a pas su s'y prendre dans l'affaire du renflouement d'une banque. Une bévue, une gaffe, une erreur qui nous coûte deux milliards de dollars et il a le culot de dire: «Qu'est-ce qu'un milliard de dollars, qu'importe». Voilà les propos d'un gouvernement dont le premier ministre exige deux fois plus de personnel. Son personnel de bureau va nous coûter 6 millions de dollars cette année. Et que dire du bureau du Conseil privé dont les dépenses ont augmenté d'un autre million de dollars; elles atteindront 11 millions cette année parce qu'on a augmenté le personnel du ministre lorsque

le gouvernement a pris la relève. Mais le gouvernement ne se gêne pas pour nous dire qu'il éprouve des problèmes financiers, et pour les résoudre, il va punir la population du Canada. Les Canadiens ne vont certes pas le tolérer plus longtemps.

M. Penner: Bravo!

M. le vice-président: Y a-t-il des questions ou des commentaires?

M. Johnson: Monsieur le Président, je me sens obligé de commenter les propos du député de Gander-Willington (M. Baker), car je doute qu'il veuille laisser la Chambre et les téléspectateurs sur une fausse impression.

Je me demande si l'annonce que j'ai en main est bien celle dont il parle lorsqu'il dit que le gouvernement provincial de Terre-Neuve et du Labrador s'attribue tous les emplois créés. Si c'est bien de cette annonce-là qu'il s'agit, le député devrait nous présenter des excuses pour nous avoir laissés sur une fausse impression. Cette annonce précise explicitement que les gouvernements fédéral et provinciaux ont subventionné conjointement un programme à frais partagés dans le cadre de la stratégie de Planification de l'emploi. Et l'annonce ajoute plus loin qu'à l'automne de 1985, les deux gouvernements ont débloqué ensemble des crédits de 9.5 millions de dollars pour financer le programme de mesures d'urgence concernant les pêches. Elle parle enfin d'une action commune menée par les deux paliers de gouvernement. Il n'est aucunement question d'un niveau de gouvernement en particulier. Les deux gouvernements ont agi de concert comme le gouvernement conservateur a l'habitude de le faire. Il consulte les provinces et adopte des mesures de concert avec elles.

● (1220)

Je tiens également à rappeler que le taux de chômage à Terre-Neuve et au Labrador a diminué plus rapidement, en janvier cette année, que dans n'importe quelle autre province du Canada. La plupart d'entre nous sont étonnés d'apprendre qu'à Terre-Neuve—où le taux de chômage est encore à un niveau beaucoup trop élevé—le chômage pourrait très bien baisser à une période de l'année où l'on ne fait pratiquement pas de pêche, sauf les chalutiers de haute mer et où il n'y a pas beaucoup de travail dans le secteur forestier. C'est ainsi, et le député de Gander-Willington (M. Baker) le sait bien.

Je décèle une certaine amertume dans les commentaires que font les députés de l'opposition officielle sur le budget. En 1978, sachant très bien qu'il fallait faire quelque chose pour réduire le déficit, ils ont mis en œuvre des programmes visant à réduire des dépenses. En 1979, ils ont été battus aux élections, mais ils sont revenus en 1980, remplis d'amertume, et c'est alors qu'ils se sont mis à dépenser follement. Bien des Canadiens ne s'en sont rendus compte qu'à l'automne de 1984, à cause des discussions relatives à la Constitution. Les libéraux pensaient que le Programme énergétique national les sauverait, mais ce programme a rapporté moins que prévu. Les Canadiens se sont rendu compte tout à coup de la façon dont les libéraux dépensaient, et ils ont élu un gouvernement progressiste conservateur. Nous comptons continuer à essayer systématiquement de réduire le déficit pour nous permettre d'avoir une croissance économique durable.